



Comptes économiques définitifs 2011 de La Réunion Le PIB dépasse le niveau d'avant-crise

En 2011, l'économie réunionnaise poursuit sa reprise après la récession de 2009. Le produit intérieur brut progresse de 5,7 % en valeur et dépasse le niveau d'avant-crise. La consommation finale des administrations constitue le moteur principal de la croissance. Le taux de marge des entreprises se redresse enfin en 2011 et atteint 39,6 % retrouvant ainsi son niveau d'avant-crise.

Bérangère Duplouy et Gaëlle Rabaey, Insee

En 2011, le produit intérieur brut (PIB) de La Réunion s'établit à 16,1 milliards d'euros (*figure 1*). L'économie progresse plus vite qu'en 2010 (+5,7 % en valeur après +1,7 %). La croissance retrouve ainsi le même rythme qu'avant la crise de 2009 (+5,7 % en moyenne par an entre 2006 et 2008) (*figure 2*).

La demande intérieure, moteur principal de l'économie

La consommation finale reste, en 2011, le moteur principal de la croissance à La Réunion. Elle contribue à hauteur de 6,7 points à l'évolution du PIB. Elle est stimulée par les dépenses des administrations publiques qui augmentent d'un milliard d'euros mais est limitée par la consommation des ménages qui recule légèrement en 2011 (-0,4 %).

La consommation finale est relayée en 2011 par l'investissement. La formation brute de capital fixe rebondit (+12,1 % après -15,4 % en 2010) et contribue pour 2,4 points à la croissance. Comme dans toute économie

insulaire, les hausses de l'investissement et de la consommation entraînent une augmentation des importations : +13,3 % en 2011, soit la plus forte progression depuis 2006. La hausse des importations contribue négativement à la croissance (-3,6 points).

Entre 2006 et 2011, l'augmentation de la masse salariale (+10,3 %) et des prestations et transferts sociaux versés par l'État (+9,6 %) stimulent la consommation des ménages qui progresse de 14,2 %. Elle représente près des deux tiers de la consommation finale sur l'ensemble de la période.

L'État a joué un rôle d'amortisseur pendant la crise. En 2009, la consommation des ménages recule (-9,5 %) tandis que les dépenses de consommation des administrations augmentent (+3,6 %) et contribuent alors positivement à la croissance à hauteur de 1,2 point. De même, les prestations en espèce (allocations familiales, indemnités chômage, retraites, etc.) ont bondi de 15,4 % en 2009 après +0,7 % l'année précédente.

1 La consommation des administrations publiques soutient la croissance réunionnaise

Le PIB et ses composantes principales en valeur

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	en millions d'euros					
Produit intérieur brut (PIB)	13 779	14 763	15 392	14 982	15 240	16 103
Consommation finale, dont :	14 346	14 917	15 953	15 186	16 281	17 298
- Consommation finale des ménages	9 235	9 445	10 175	9 209	10 580	10 542
- Consommation finale des administrations publiques	4 693	5 021	5 299	5 488	5 121	6 146
Formation brute de capital fixe (FBCF)	3 200	3 529	3 899	3 623	3 065	3 435
Exportations	529	687	684	693	755	842
Importations y compris coût assurance fret	4 289	4 423	5 012	4 654	4 767	5 402

Source : Comptes économiques définitifs La Réunion, base 2005.

Baisse du taux de marge des entreprises pendant la crise

La valeur ajoutée (VA) augmente chaque année en moyenne de 3,2 % entre 2006 et 2011, atteignant ainsi 14,7 milliards d'euros en 2011. La crise de 2009 stoppe temporairement cette croissance (- 2,4 % entre 2008 et 2009) qui avait été continue entre 2003 et 2008.

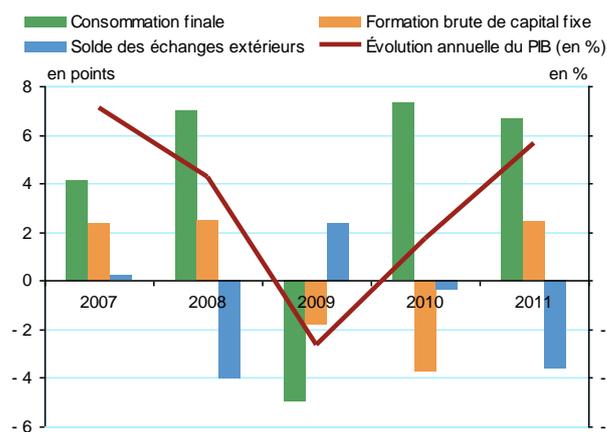
La VA dégagée par les entreprises se partage entre rémunération des salariés et excédent brut d'exploitation (EBE). En 2011, le taux de marge (EBE/VA) des entreprises atteint 39,6 % (32,5 % en France). Il se redresse ainsi de 1,8 point, après deux baisses consécutives en 2008 et 2009 (- 0,9 point puis - 2,7 points) et retrouve son niveau d'avant crise (*figure 3*).

L'industrie et la construction sont fortement impactées par la crise. Entre 2007 et 2010, le taux de marge de l'industrie est divisé par deux, marqué par une chute de 13,5 points entre 2008 et 2009 tandis que celui de la construction recule de 5,2 points sur la même période. En 2011, le taux de marge augmente de nouveau dans ces deux secteurs pour atteindre 36 % dans l'industrie et 38 % dans la construction. Dans le secteur primaire et les services, le taux de marge s'est stabilisé entre 2008 et 2009 et augmente depuis.

Les rémunérations versées par les entreprises réunionnaises progressent de 10 % sur la période 2006-2011. Elles augmentent tous les ans sauf en 2010 où elles se replient légèrement (- 0,5 %). En 2011, les rémunérations repartent à la hausse (+ 3,6 %) dans toutes les branches, à l'exception de l'industrie manufacturière. ■

2 Rebond de la formation brute de capital fixe en 2011

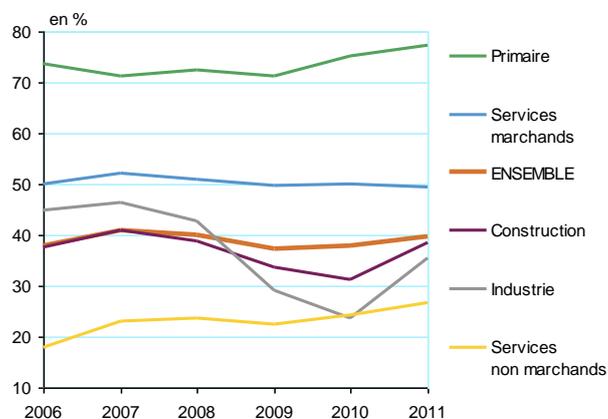
Contributions à l'évolution annuelle du PIB en valeur



Source : Comptes économiques définitifs La Réunion, base 2005.

3 Le taux de marge des entreprises se redresse en 2011

Taux de marge par branche



Source : Comptes économiques définitifs La Réunion, base 2005.

Définitions

Le **produit intérieur brut** (PIB) sert à estimer la richesse produite par une économie durant une année.

La **consommation finale** recouvre les dépenses consacrées par les unités institutionnelles résidentes à l'acquisition de biens ou de services qui sont utilisés pour la satisfaction directe des besoins individuels ou collectifs des membres de la communauté.

La **valeur ajoutée** (VA) est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire, c'est-à-dire des biens et services transformés ou entièrement consommés au cours du processus de production.

L'**excédent brut d'exploitation** (EBE) est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés et des impôts nets des subventions sur la production.

Le **taux de marge** est le rapport entre l'EBE et la VA.

La **formation brute de capital fixe** (FBCF) est la différence entre les acquisitions et les cessions d'actifs corporels (machines, etc.) ou incorporels (logiciels, etc.), réalisées par les producteurs résidents et utilisées de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an.

Une **branche** (ou branche d'activité) regroupe des unités de production homogènes, c'est-à-dire qui fabriquent des produits (ou rendent des services) qui appartiennent au même item de la nomenclature d'activité économique considérée (NAF).

Les **rémunérations** correspondent à l'ensemble des rémunérations en espèces et en nature que les employeurs versent à leurs salariés en paiement du travail accompli : salaires et traitements bruts en espèces et en nature, cotisations sociales effectives et imputées à la charge des employeurs.

Révision des Comptes 2011

Les **comptes économiques rapides** de La Réunion reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Ces estimations font l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année sont connues.

La Réunion conçoit aussi des **comptes économiques définitifs** chaque année. Ils sont publiés avec un décalage de trois ans, temps nécessaire pour rassembler et traiter la totalité des informations indispensables à leur élaboration.

Pour l'année 2011, les comptes définitifs ont permis de réviser l'évolution du PIB en valeur à 5,7 % contre 3,1 % lors de l'estimation par les comptes rapides. L'écart entre les résultats s'explique par la révision de plusieurs hypothèses, notamment la rémunération des salariés et les dépenses des administrations publiques.

Insee La Réunion-Mayotte
Parc technologique de Saint-Denis
10 rue Demarne - CS 72011
97443 SAINT-DENIS CEDEX 9

Directrice de la publication :
Valérie Roux

Rédaction en chef :
Julie Boé et Pierre Thibault

ISSN : 2275-4334 (version imprimée)
ISSN : 2272-7760 (version en ligne)

© Insee 2015

Pour en savoir plus :

- [Comptes définitifs détaillés 1996-2010, base 2005](#) ;
- [Les comptes économiques rapides pour l'outre-mer \(Cerom\)](#) ;
- Duploux B. (dir.) « [La Réunion renoue avec la croissance](#) », Bilan économique 2014, *Insee Conjoncture Réunion* n° 1, juillet 2015 ;
- Debauche É., Arnaud F., Laurent T., « [Les comptes de la nation en 2014 : le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat des ménages accélère](#) », *Insee Première* n° 1549, mai 2015.